DIPLOMATIE
JANVIER-FÉVRIER 2026

DIPLOMATIE

N°137

AFFAIRES STRATÉGIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES



FLANC SUD DE L'EUROPE

SÉCURITÉ • ÉCONOMIE • ENVIRONNEMENT

QUELS ENJEUX ?

POINTS CHAUDS

États-Unis, Cameroun, Gaza, Chine, semi-conducteurs

STRATÉGIE

Conflit russo-ukrainien : quelles perspectives ?

HISTOIRE

L'humiliation du doge de Gênes par Louis XIV

A : 10.80 € / BEL : 10.80 € / CAN : 14.70 $CAN / CH : 16.00 CHF / D : 10.80 € / DOM : 10.80 € / ESP : 10.80 € / GR : 10.80 € / ITA : 10.80 € / LUX : 10.80 € / MAR : 98 MAD / POR CONT : 10.80 € / TOM : 1900 XPF

L 17341 - 137 - F : 9,80 € - RD

Retrouvez-nous sur Areion24.news



07/ AGENDA



08/ CARTOGRAPHIE

08 – Le Mozambique : pari gazier et risque djihadiste



10/ POINTS CHAUDS

12 – ANALYSE Trump 2.0, de l'omniprésence à la tentation de l'omnipotence : quelle opposition ?
17 – FOCUS Affaire Epstein : l'épée de Damoclès au-dessus de Trump ?
18 – ANALYSE Israël : entre volonté de changer la face du monde et nouvelle ère trumpienne
21 – ANALYSE ASML : une entreprise européenne au cœur des tensions sino-américaines
24 – ANALYSE Cameroun : une élection sur fonds de doutes et de questionnements
28 – FOCUS Sécuriser « la ceinture et la route » : un enjeu majeur pour la sécurité privée chinoise



32/ DOSSIER FLANC SUD DE L'EUROPE : QUELS ENJEUX ?

34 – ANALYSE Une Méditerranée sous tension : entre multiplication des acteurs d'influence et hégémonie américaine
40 – ANALYSE Quelle redéfinition des rapports de force en Méditerranée ?
44 – FOCUS L'OTAN en Méditerranée : le reflux russe, et après ?
48 – FOCUS Méditerranée : quel point de vue pour la Marine française ?
50 – ANALYSE La Méditerranée, carrefour maritime dans un monde sous tension
53 – ANALYSE S'unir ou périr : quelle gouvernance de l'environnement en Méditerranée ?
59 – FOCUS L'eau : un défi à la résilience des pays des deux rives de la Méditerranée



62/ STRATÉGIE CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN : QUELLES PERSPECTIVES ?

64 – ENTRETIEN Négocier la paix entre l'Ukraine et la Russie : un enjeu de sécurité européen, à quel prix ?
70 – FOCUS Le front russo-ukrainien : perspectives et défis logistiques d'une guerre d'usure
72 – ANALYSE Armée russe : une refonte déjà engagée
75 – FOCUS Russie - Ukraine : la guerre hybride, aux racines agricoles d'un bouleversement mondial
76 – FOCUS L'économie russe sur une ligne de crête
80 – FOCUS La lutte anti-corruption en Ukraine : un enjeu majeur pour l'avenir du pays
82 – ANALYSE L'Ukraine et l'arme nucléaire : retour sur un serpent de mer



86/ HISTOIRE

87 – ANALYSE L'humiliation du doge de Gênes par Louis XIV



92/ À DÉCOUVRIR

92 – Le FIPADOC
94 – Exposition : Peintres de la Marine, œuvres récentes
95 – Exposition : Excellences ! Versailles aux sources de la diplomatie française
96 – En librairie…



L'eau : un défi à la résilience des pays des deux rives de la Méditerranée

Par **Franck Galland**, spécialiste des questions sécuritaires liées aux ressources en eau, directeur du Environmental Emergency & Security Services — (ES)², cabinet d'ingénierie-conseil spécialisé en résilience urbaine, et chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique, auteur de *Guerre et eau : l'eau, enjeu stratégique des conflits modernes* (Robert Laffont, mars 2021).

L'espace méditerranéen fait face à une ressource en eau de plus en plus capricieuse, consécutive aux effets du changement climatique, se traduisant par une modification des régimes pluviométriques. En effet, en Méditerranée, il pleut différemment qu'il y a cinquante ans et des événements pluviométriques extrêmes, qui ont pris le nom « d'épisodes méditerranéens », s'y produisent de plus en plus fréquemment.

Des évènements climatiques extrêmes

C'est précisément ce qu'a connu la province de Valence en Espagne, le 29 octobre 2024, avec des précipitations dépassant les 300 mm en 24 h, alors que les cumuls annuels se situent habituellement entre 450 et 500 mm de précipitations. Le résultat ne fut que désolation, avec des conséquences lourdes sur les populations et leurs infrastructures essentielles à la vie (eau, électricité, gaz, transport). Même logique de désastre constatable dans les pays de la rive sud, comme début septembre 2024 dans la région de Zagora, dans le Sud-Est du Maroc, occasionnant un lourd bilan humain. Plus de 200 mm de pluie étaient tombés en deux jours dans une zone habituellement semi-désertique, constituée de sols imperméables et d'oueds peu habitués à de tels débits.

À l'inverse, ce sont des sécheresses prolongées qui viennent durablement perturber les pays méditerranéens, comme l'illustre par exemple le cas du Maroc. Le Royaume chérifien est confronté à une raréfaction de ses ressources en eau, consécutive à des périodes de sécheresse regroupant six à sept années successives de précipitations déficitaires. En conséquence, la recharge des nappes se fait difficilement et le niveau des barrages reste très bas. Au 2 janvier 2025, le taux moyen de remplissage était d'environ 28,4 % d'après le ministère de l'Équipement et de l'Eau. Dans ce pays classé parmi ceux dont la ressource en eau renouvelable par habitant est parmi les plus basses de la zone (645 m^3/an actuellement, avec une projection à moins de 500 m^3/an d'ici 2050 (1)), les ouvrages hydrauliques de retenue ne suffisent plus à répondre aux multiples usages de l'eau, dont la demande reste en constante augmentation du fait de la croissance démographique, de l'urbanisation rapide, des besoins touristiques et de l'expansion de l'agriculture irriguée.

Désalinisation et réutilisation des eaux usées

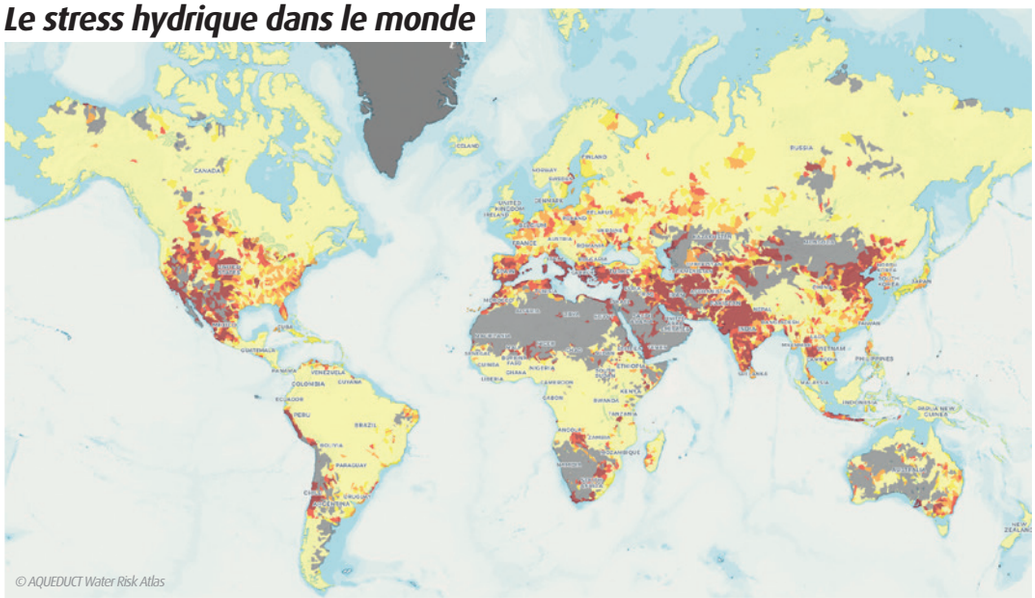
Dans les années 1960, alors que la disponibilité de la ressource en eau renouvelable était de 2560 m^3 par an, le roi Hassan II mobilisa le pays sur trois décennies de construction d'infrastructures hydrauliques, permettant d'atteindre, à la fin des années 1990, le chiffre d'une centaine de barrages construits et exploités.

Mais ces réalisations, pour stratégiques qu'elles soient, ne sont désormais plus suffisantes, et ne permettent plus de subvenir aux besoins en eau du Royaume. Dans ce contexte, le roi Mohammed VI a fixé au rang de priorité nationale la réalisation de nouveaux grands ouvrages, mais cette fois destinés aux ressources en eau alternatives que sont la réutilisation des eaux usées et la désalinisation. Ainsi, en plus de 15 stations, correspondant à une capacité de production de 192 millions de mètres cubes par an, 16 nouvelles usines de dessalement devraient voir le jour d'ici à 2030 au Maroc, dont celle du Grand Casablanca. La première pierre en a été posée par le prince héritier Moulay Hassan, le 10 juin 2024. Une fois construite et mise en exploitation, elle sera la plus importante d'Afrique. Une première tranche, prévue pour être opérationnelle fin 2026, fournira 548 000 m^3 d'eau traitée par jour. La seconde phase, prévue pour la mi-2028, devrait porter cette capacité à 822 000 m^3/j. À l'occasion de la visite récente du président français Emmanuel Macron, le Royaume du Maroc a également signé avec le groupe Veolia un protocole d'accord pour un partenariat stratégique visant à développer un second projet de dessalement d'eau de mer. Situé à proximité de Rabat, sur la côte Atlantique, le projet comprend la construction, le financement et l'exploitation, sur une durée de 35 ans, d'une usine de dessalement d'eau de mer d'une capacité de 822 000 m^3 d'eau potable. Elle est destinée à approvisionner les régions de Rabat-Salé-Kénitra et de Fès-Meknès pour couvrir les besoins en eau de près de 9,3 millions d'habitants.

Le grand voisin du Maroc, l'Algérie, s'est également lancé massivement dans des programmes de dessalement. Sous le président Bouteflika, le pays a connu une décennie d'investissements hydrauliques (2002-2012) à nul autre pareils, si ce n'est, sur la même période, ce que la Chine a su consentir pour anticiper et répondre à ses besoins en eau. L'objectif poursuivi visait alors à répondre à ses enjeux sécuritaires en matière d'alimentation en eau, notamment en raison du stress hydrique désormais diffus et permanent rencontré, en raison entre autres de la surexploitation des ressources en eau souterraines d'Algérie. Depuis mars 2023, placé sous la tutelle d'une Agence nationale de dessalement de l'eau (ANDE), ayant pour mission de réaliser, d'exploiter et d'assurer la maintenance des stations de dessalement de l'eau et des infrastructures et équipements y afférents, l'essor du dessalement permet au pays de disposer de 25 stations opérationnelles le long de ses côtes, avec une capacité totale de 2,6 millions de m^3/jour, fournissant environ 18 % de l'eau consommée et desservant 6 millions de personnes. Cinq nouvelles stations d'une capacité de 300 000 m^3/jour chacune sont les dernières nées de ce programme national. Elles sont appelées à porter la capacité de production de l'Algérie à 3,8 millions de m^3/jour d'ici la fin de l'année 2030.

Photo ci-dessus : Paysage aride soulignant les effets du changement climatique en Algérie, qui souffre d'une sécheresse extrême depuis 2022, où les 80 barrages du pays ne fonctionnent aujourd'hui qu'au tiers de leur capacité et où les forages ne parviennent plus à compenser. (© Shutterstock)

Le stress hydrique dans le monde



Carte ci-contre : Le stress hydrique se mesure en prenant le ratio entre la demande totale en eau et les ressources disponibles en eau renouvelable, surface et souterraine. La demande en eau comprend les usages domestiques, industriels, agricoles et ceux liés à l'élevage. Les ressources renouvelables disponibles prennent en compte la variabilité saisonnière et la capacité de stockage des barrages. Des valeurs élevées indiquent une plus forte concurrence entre les usagers.

Dans l'espace méditerranéen, ce sont également plus spécifiquement les iles, menacées par le manque de ressource hydrique et confrontées à une forte croissance de la demande domestique et touristique, qui sont concernées par la croissance du dessalement. Aux premiers rangs de celles-ci se trouvent Malte et Chypre : Malte en dépend désormais à 100 % pour son alimentation en eau ; ce chiffre est de 70 % pour Chypre.

La rive nord de la Méditerranée n'est pas en reste. En effet, en l'espace de vingt ans, l'Espagne est devenue le premier pays d'Europe et le cinquième au monde en termes de capacités installées, avec près de 70 stations de dessalement marines, sur les plus de 700 que compte le pays. Ce sont cinq millions de mètres cubes d'eau douce qui y sont désormais produits chaque jour à partir d'eau de mer. La plus emblématique de ces usines est celle qui alimente en eau Barcelone. D'une capacité de 200 000 m^3/j, ce qui en fait la plus importante à l'échelle européenne, elle s'affirme comme une artère vitale pour l'alimentation en eau des 4,5 millions d'habitants que compte le Grand Barcelone.

Cette dynamique ainsi constatée sur les deux rives de la Méditerranée explique pourquoi il est estimé que, d'ici 2030, entre 30 à 40 millions de m^3 seront dessalés chaque jour dans la seule zone méditerranéenne (2). Ces chiffres sont à comparer avec la production journalière mondiale actuelle de 115 millions de m^3, réalisée au travers de 20 000 usines, principalement localisées dans les pays membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), organisation régionale regroupant six monarchies arabes autour de la mer d'Arabie (3).

Enfin, face au manque d'eau venue du ciel, une autre ressource en eau alternative connait une forte croissance pour répondre aux enjeux de sécurité hydrique en Méditerranée : la réutilisation des eaux usées.

L'État d'Israël, qui réutilise 87 % de ses eaux usées, a montré le chemin dans cette voie. La plus emblématique des réalisations israéliennes est la station de Shafdan. Les eaux usées d'environ 2 millions de personnes y sont traitées, puis réutilisées, soit 130 millions de m^3/an d'effluents. L'eau traitée reste alors un an sous terre avant d'être redirigée vers le désert du Néguev. La totalité des eaux traitées de Shafdan fournit ainsi 70 % de l'eau nécessaire à l'irrigation de la région désertique du Néguev.

Le cout des ressources en eau alternative

Mais le revers de la médaille dans cette course aux ressources en eau alternative est que la facture énergétique progresse fortement. Elle se situe aux alentours de 3 kWh/m^3 d'eau dessalée avec des technologies d'osmose inverse, et de 1 kWh/m^3 pour la réutilisation des eaux usées. Or, un processus de traitement à partir d'eau de surface captée depuis une prise d'eau sur un fleuve n'a qu'une empreinte énergétique de 0,5 kWh/m^3.

Le recours au dessalement induit ainsi un cout énergétique élevé. L'empreinte énergétique du dessalement représente déjà 5 % de la consommation électrique de Chypre (4).

Agir sur la demande en eau et la formation

Au-delà de l'augmentation de l'offre en eau, la réduction de l'insécurité hydrique en Méditerranée passe par une action publique forte et volontaire sur la demande, via notamment des mesures d'économie demandées à l'irrigation agricole, qui peut représenter entre 80 et 90 % des prélèvements dans certains pays méditerranéens, aux usages domestiques et au secteur touristique.

Selon le plan Bleu, dans certains États insulaires de Méditerranée, très dépendants du tourisme balnéaire, le secteur touristique peut en effet représenter 5 % ou plus de la demande en eau locale, via les consommations d'hôtels, de piscines, de climatisation…

D'autres programmes d'actions doivent également viser à la sensibilisation des populations sur les bons usages, ainsi qu'à la formation des jeunes générations sur les métiers de l'eau afin de les rendre attractifs, car, les années passant, nombreux sont les techniciens et ingénieurs en charge de la maintenance et de la gestion des infrastructures hydrauliques de la zone Méditerranée à faire valoir leur droit à un retrait de la vie active bien mérité.

Les pays des deux rives de la Méditerranée sont ainsi confrontés à un impératif d'anticipation et de réponses résilientes face aux conséquences hydriques du changement climatique qui s'exprime au travers de situations de sécheresse prolongées, diminuant les ressources en eau renouvelables disponibles.

Faire preuve de robustesse face aux évènements pluviométriques extrêmes

Dans le même temps, les pays méditerranéens doivent faire face à des phénomènes atmosphériques orageux, rendus de plus en plus violents en raison du réchauffement de la mer Méditerranée, qui occasionnent une pluviométrie extrême sur de très courtes périodes. Or, s'adapter à cette dernière donne s'avère encore plus complexe que de s'adapter au manque d'eau chronique. Dans un contexte de variation climatique occasionnant de fortes pluies sur de très courtes périodes, les villes de la Méditerranée doivent absolument durcir leurs infrastructures vitales.

Les inondations que la province de Valence a connues en octobre 2024 ont, de ce point de vue, valeur d'exemples. En quelques heures, l'équivalent d'une année de pluie s'est abattu sur certaines zones urbaines, provoquant d'énormes impacts sur des réseaux de vie insuffisamment préparés à un tel déluge : système d'évacuation des eaux pluviales sous-dimensionnés, réseaux électriques ennoyés, systèmes d'alimentation en eau potable et réseaux télécoms impactés par la rupture d'énergie ou directement par l'aléa…

Face à la survenue de tels évènements, il est fondamental que les opérateurs d'infrastructures critiques soient amenés à rendre plus résilientes les installations sensibles à leur continuité d'activité ; ce en premier lieu à partir de réalisation d'études de vulnérabilité.

Des audits sont ainsi à mener sur les ouvrages critiques, notamment pour recenser les historiques des plus hautes eaux connues, et procéder à l'implémentation de mesures correctives d'ordre technique et organisationnel : surélévation en sous-sol d'équipements électriques, déploiement de batardeaux, de capacités de pompage fixes ou mobiles, d'inverseurs de source électrique sur les bâtiments pour le branchement rapide de groupes électrogènes…

Face à la multiplication des évènements climatiques extrêmes, la réponse aux situations de crise « hors cadre » passe par ces plans de durcissement, dont l'impact financier est non négligeable, tant en termes d'investissement qu'en matière de frais de maintenance et de dépenses d'exploitation.

Pour les pays de la rive nord de la Méditerranée, cette démarche doit s'inscrire dans l'application de la directive REC (Résilience des Entités Critiques) adoptée en 2022 par l'Union européenne. Celle-ci marque en effet un tournant stratégique, affirmant la volonté de l'UE de renforcer et d'harmoniser les stratégies de résilience des États membres, en s'intéressant aux entités publiques et privées qui assurent le bon fonctionnement des services essentiels de chaque État.

Dans la même logique, il serait pertinent que des stratégies de résilience nationale puissent être élaborées par les pays de la rive sud de la Méditerranée et que chaque opérateur local, désigné comme vital, puisse réaliser une évaluation globale des risques susceptibles de venir perturber les services essentiels qu'il fournit ; visant ensuite à déployer, à travers un plan de résilience, un ensemble de mesures correctives destinées à prévenir tout incident, à y réagir, à y résister, à s'y adapter et à s'en rétablir.

Au-delà, ces stratégies doivent s'appuyer sur les progrès de systèmes d'alerte hydrométéorologiques, venant faciliter la mise en sécurité anticipée des biens et des personnes. Dans ce domaine, la capitalisation et la modélisation de données rendent possible, par exemple lors d'un orage stationnaire, une prévision pluviométrique affinée à la parcelle, aidant considérablement aux décisions d'évacuation de personnes et de mise en sécurité d'installations critiques.

Ce type de modèle est déjà utilisé au Maroc via le système Vigirisques Inondations, déployé depuis 2023 dans plusieurs zones pilotes du Royaume pour bénéficier à des centaines de milliers de personnes recensées comme exposées.

Au-delà des États, il existe également des initiatives régionales visant à développer des systèmes d'alerte multi-risques couvrant la Méditerranée, tel MedEWSa, projet coordonné par l'Organisation météorologique mondiale. Il entend mettre en place des systèmes d'alerte précoce couvrant des aléas variés dont les inondations pluviales urbaines et les submersions marines, et à renforcer l'échange de données météo-hydrologiques, ainsi que mettre en réseau des centres nationaux.

De même, les technologies d'information aux populations évoluent et permettent de générer des alertes géolocalisées et contextualisées par SMS. Celles-ci sont diffusées à l'échelle d'une rue ou d'un quartier, tel le système FR-Alert se basant sur la technologie Intersec actuellement en vigueur en France. Elles viennent s'ajouter à la puissance informationnelle acquise ces dernières années par les réseaux sociaux (Facebook, X ex-Twitter) en cas de danger. Par ce biais, en situation de crises et en cas de risques avérés de catastrophe, des influenceurs mettent dorénavant leur notoriété aux services de l'alerte aux populations, afin de diffuser le plus largement possible conseils et bonnes pratiques. Les derniers venus (Instagram, Tik Tok) sont de ce point de vue plus utilisés pour diffuser des messages pédagogiques ou des alertes simples (pictogrammes, cartes de vigilance…).

Tous ces moyens viennent s'ajouter aux capacités traditionnelles des communes urbaines en matière de diffusion d'informations d'urgence, via notamment des panneaux à messages variables, aussi utilisés au sein des réseaux de transport et sur les axes routiers. Mais les plans, ainsi que les moyens de prévision et d'alerte, sont une chose, leur utilisation en est une autre. Sur la rive nord comme sur la rive sud de la Méditerranée, il faut donc être en mesure de tester les systèmes et les organisations prévus pour être déployés le jour J en cas d'alerte, d'incident, voire de crise. Ceux-ci doivent être éprouvés lors d'exercices destinés à mettre sous tension les équipes d'exploitation, à travers leurs dispositifs de déclenchement d'alerte et d'organisation de crise, reprenant en cela le vieil adage militaire : « *à entrainement difficile, guerre facile* ».

À la faveur des enseignements qui auront pu être tirés de ces exercices et d'autres mises en condition opérationnelle, des plans de progrès en matière de gestion de crise doivent ensuite pouvoir être réalisés, afin de mettre en perspectives des actions correctives à entreprendre dans des domaines techniques, technologiques, méthodologiques, organisationnels et humains.

En zone Méditerranée, la résilience des territoires face aux évènements climatiques extrêmes, occasionnant un manque d'eau — ou à l'inverse un trop d'eau — passe ainsi par ce nécessaire besoin de se réinventer et d'oser collectivement la mise en place de mesures concrètes et pertinentes visant à renforcer en premier lieu la robustesse des opérateurs de réseaux essentiels à la vie des populations.

La réduction de l'insécurité hydrique en Méditerranée passe par une action publique forte et volontaire sur la demande, via notamment des mesures d'économie demandées à l'irrigation agricole, qui peut représenter entre 80 et 90 % des prélèvements dans certains pays méditerranéens, aux usages domestiques et au secteur touristique.

Franck Galland



Notes

(1) « Drought Hotspots Around the World 2023–2025 », US National Drought Mitigation Center en collaboration avec le United Nations Convention to Combat Desertification, UNCCD Publication, 2025.

(2) DesalData, 2021. Global Water Intelligence, Desalination Plants.

(3) À eux seuls, les pays du CCG représentent 60 % des capacités de dessalement installées dans le monde, et assurent 40 % de la production mondiale d'eau dessalée.

(4) Cité en page 4 de Marc-Antoine Eyl-Mazzega et Élise Cassignol, « Géopolitique du dessalement d'eau de mer », note de l'IFRI, septembre 2022.

Photo ci-contre : Vue aérienne d'une installation de dessalement d'eau à Hadera, en Israël, en décembre 2022. Le gouvernement a mis en place un programme de dessalement de l'eau de mer depuis les sécheresses des années 2000, jusqu'à assurer 75 % de ses besoins. Le pays projette de multiplier par deux sa capacité de production d'eau dessalée d'ici 2050. (© Shutterstock)